

L'Étincelle



PSA Poissy

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 20 Mars 2023

Notre motion de censure, c'est la grève générale

Macron voulant faire passer en force sa loi sur les retraites, a dû brandir son 49.3, faute d'avoir obtenu un vote favorable au Parlement, et il s'est pris les pieds dans le tapis ! Car même une partie des députés de droite n'ont pas osé voter la réforme de peur que leurs propres électeurs ne le leur pardonnent pas. C'est un premier succès de plus de deux mois de nos manifestations et grèves.

Un cap est franchi et une situation de crise sociale et politique s'ouvre pour Macron et ses amis du patronat. Ce 49.3 est révoltant, mais c'est surtout un aveu de faiblesse de Macron et Borne qui y ont été acculés, et il n'a fait que relancer les manifestations et les grèves : d'éboueurs, de cheminots, d'électriciens, de travailleurs des raffineries. Le gouvernement commence à craindre que les pompes soient à sec !

Violence sociale et policière, même tonneau macroniste et patronal !

Le 49.3 n'a fait qu'amplifier la colère. Dès jeudi, des manifestants affluaient par milliers place de la Concorde à Paris, y revenaient le lendemain, et sur d'autres places le surlendemain, spontanément. Même surgissement « sauvage » dans toutes les villes du pays.

Les représentants du gouvernement ont aussitôt crié aux « violences », parce que des manifestants sont venus siffler aux oreilles de députés macronistes ou républicains sous leurs fenêtres. Et la police aux ordres a réprimé, procédé à des centaines d'arrestations et gardes à vue – dont de militants syndicaux et politiques bien ciblés ! La violence est du côté d'un pouvoir et d'un patronat qui veulent nous faire crever au boulot, qui annoncent vouloir réquisitionner des grévistes ; elle est celle des forces de l'ordre qui arrosent de gaz lacrymogène, voire utilisent les canons à eau contre les cortèges spontanés de manifestants, dont d'étudiants qui vont à la rencontre d'éboueurs en grève.

Contre cette violence, la colère est générale.

Les éteignoirs institutionnels

Au palais Bourbon, Macron n'a finalement pas été censuré. On ne pouvait pas attendre autre chose de députés dont beaucoup se sont intérieurement réjouis d'un 49.3 qui leur évitait de se mouiller ! Mais la motion de censure reste bel et bien là, dans nos manifestations et nos grèves qui vont s'amplifier cette semaine, et ont commencé à le faire avec les manifestations de ce week-end, avec les nouvelles grèves paralysant depuis ce lundi les raffineries, Gonfreville et Lavera après celle de Donges en grève depuis plusieurs jours. Dans chacun de nos secteurs, maintenir les grèves reconductibles et y gagner de nouveaux grévistes, les

coordonner sont à l'ordre du jour pour aller vers une grève générale.

Certains députés cherchent des replâtrages : un changement de Premier ministre et un gouvernement qui permettrait aux uns ou aux autres d'y glaner quelques postes ? Une dissolution de l'Assemblée et de nouvelles élections dont le RN espère davantage de députés ? N'oublions pas que le parti de Marine Le Pen est contre l'augmentation du smic et n'a parlé de retraite à 60 ans qu'avec des pensions amputées. Et il propose déjà aux Républicains de partager les circonscriptions en cas de nouvelle élection, pour se partager les postes, voire gouverner ensemble. D'autres, à gauche, parlent d'un référendum à la Saint-Glinglin ?

Mais le référendum n'a-t-il pas déjà eu lieu, depuis deux mois, dans la rue ?

Ce qu'un gouvernement veut faire, nous allons le défaire !

Non, nous n'abandonnerons pas nos armes de la grève et des manifestations. C'est maintenant que ça se passe, dans les usines, les transports, les bureaux, et toutes et tous ensemble dans la rue. **La journée nationale à laquelle appellent les syndicats ce jeudi 23 mars prochain doit dépasser en force et détermination les précédentes.** Elle doit surtout sonner le début d'un blocage du pays par la grève générale. L'enjeu est de taille, le succès est palpable pour arracher non seulement le retrait pur et simple de la réforme des retraites, mais un rapport de force qui va contraindre Macron et ses amis patrons au cul cousu d'or, à céder aussi sur les salaires, les indemnités de chômage, les conditions de travail, la dégradation des services publics, sur les conséquences dramatiques de leur système d'exploitation capitaliste qui est à mettre à la poubelle.

Inflation de la colère

Emboutissage équipe 12, mercredi, 33 salariés ont fait grève à partir de 11h15 contre la réforme des retraites de Macron et pour une vraie augmentation de salaire. Ça a mis l'Emboutissage à l'arrêt total. L'après-midi, 70 salariés se sont rassemblés au Montage. La colère monte contre nos bas salaires et contre l'avenir que veut nous préparer Macron.

La prime qui rétrécit... jusqu'à parfois disparaître

On est en train de prendre connaissance par mail ou par courrier du montant de la prime intéressement/participation que PSA doit nous verser en avril.

Devant les médias, Tavares annonçait une prime de 4 753 € pour les salariés PSA en France. C'était une moyenne et en brut. En réalité pour un ouvrier c'est au maximum 3 880 € net imposables. Pour beaucoup on aura moins car PSA diminue la somme au moindre prétexte, par exemple le nombre de jours d'arrêt maladie. Et des milliers d'intérimaires, de salariés sous-traitants et même une partie des CDD n'auront droit à rien.

Ça s'en va et ça revient...

La direction nous gave avec ses plannings qui changent tout le temps, et ce numéro vert qui est levé mais qui revient 24 heures plus tard, pour être ensuite retiré. Il faut appeler le numéro vert à 9h, mais à 10h il n'y a toujours rien. Que les pièces soient là ou non, nous, on veut le chômage payé à 100 % !

Moniteurs et RU : la partie de chasse est ouverte

La direction veut faire passer des moniteurs, mais pas tous, à un nouveau statut : « team leader » (meneur d'équipe en français). Des moniteurs retourneraient en chaîne définitivement. Et les nouveaux « team leaders » auraient beaucoup plus de boulot avec à peine une petite prime mensuelle de 50 €. Ils récupéreront le travail des RU, qui eux aussi changeront de statut et connaîtront une grande purge.

Voter bien... et après on s'occupe de vous

Avant les élections, la direction cherche à pas trop énerver, elle retarde ses projets, c'est important pour elle que les salariés votent pour ses syndicats béni-oui-oui. Mais après ça va être tout autre chose : elle prévoit des suppressions de postes chez les ouvriers, mais aussi chez les moniteurs et les RU avec ces nouveaux statuts. Si pas de riposte, la direction fera ce qu'elle veut.

Leçon de morale hypocrite, pour pas un rond

La direction a lancé une campagne de « lutte contre le sexisme au travail ». Elle explique qu'il faut respecter les femmes. Quelle hypocrisie ! À PSA les femmes ont des salaires inférieurs à ceux des hommes, et voient souvent leur évolution bloquée. Ils discriminent les unes pour mieux nous exploiter tous. Ouvriers et ouvrières, nous devons faire notre campagne tous ensemble contre les discriminations de la direction.

C'est légal le 49.3... mais pas de lutter contre !

Samedi dernier, les gendarmes sont venus au domicile de Franck Théry, un syndicaliste de PSA Sevelnord (Hordain). Ce militant combattif et très apprécié a été convoqué au commissariat. Il est accusé d'avoir organisé une manifestation sans déclaration. Le gouvernement et ses flics cherchent à intimider les ouvriers en colère contre la réforme des retraites et le 49.3. La criminalisation du mouvement social s'abat actuellement sur tout le monde, syndicalistes, ouvriers ou étudiants.

En réalité Franck ne faisait que discuter et mobiliser ses collègues comme le font des centaines de milliers de salariés depuis 2 mois... et ça va continuer !

Des paroles, des paroles...

PSA Douvrin doit fermer vers 2025. La direction promettait que les 1 500 salariés de cette usine de moteurs pourraient aller travailler juste à côté à ACC, une coentreprise de PSA pour produire des batteries. Mais ACC ne recrute que 300 salariés d'ici fin 2023. C'est peu et essentiellement des cadres, techniciens et ouvriers professionnels, presque aucun opérateur. Les recrutements se feront surtout en dehors du groupe PSA, notamment en prenant des CDD pas cher.

Les salariés de PSA n'arriveront à se faire reclasser correctement à ACC ou ailleurs, selon leurs choix, que s'ils y forcent la direction par la lutte.

Novares : 120 € net gagnés par la lutte

Après une semaine de grève, les salariés du sous-traitant automobile Novares (Pas-de-Calais) ont obtenu une augmentation de salaire de 120 € net. Ça correspond à + 8,24 % d'augmentation, c'est le double de ce qu'on a eu à PSA avec nos syndicats béni-oui-oui qui signent plus vite que leurs ombres des accords pourris.

Par leur grève, 150 salariés sur 250 de ce fournisseur de pièces plastiques ont mis à l'arrêt Toyota près de Valenciennes pendant 4 jours, il y a eu plus de 5 000 voitures non produites. Ensuite faute de pièces, une autre usine de Toyota en Tchéquie a dû s'arrêter et d'autres sous-traitants de Toyota aussi. Après leur victoire, une autre usine Novares s'est mise en grève en Normandie. Effectivement c'est un exemple à suivre.

Le milliardaire de l'automobile au chevet de Macron

Samedi, Elon Musk, le propriétaire de Tesla, déclarait à propos de la réforme de retraite de Macron : « L'âge de la retraite en France est trop bas. C'est un vrai problème ». Que les ouvriers partent en retraite à 64 ans, ce serait une vraie solution pour ce riche de 185 milliards de dollars. Se moquant des travailleurs en France, il expliquait aussi : « La France semble aimer avoir une bonne grève/émeute de temps en temps ». Ce genre de mépris nous donne encore plus envie de faire une révolution... car ce genre d'exploiteur, de parasite, c'est un vrai problème pour l'humanité.